

MARDI

30 OCTOBRE 1832.

Ce Journal paraît les Mardi, Jeudi et Dimanche de chaque semaine. On s'abonne au Bureau du Journal, rue d'Amboise, Barrière de Fer; chez M. BARON, libraire, rue Clermont; chez M. BABEUF, libraire, rue Saint-Dominique; et chez M. PERRÉ, imprimeur du Journal, rue Saint-Dominique.



DEUXIÈME ANNÉE.

N° 102.

Le prix de l'abonnement (qui se paie d'avance) est; pour Lyon, de 7 francs pour trois mois, de 15 francs pour six mois, et de 25 francs pour l'année. On ajoutera deux francs par trimestre pour le dehors. Les lettres et paquets doivent être adressés au Bureau, francs de port.

LA GLANEUSE.



JOURNAL POPULAIRE.

Politique, Industrie, Littérature, Théâtres et Annonces.

La prison est le Séminaire des Patriotes.

AVIS.

MM. les souscripteurs dont l'abonnement expire le 31 de ce mois, sont priés de le renouveler pour ne point éprouver de retard dans l'envoi de leur feuille.

UN DISCOURS.

Un des abonnés du *Courrier de Lyon*, ayant mis son bonnet de coton sur sa tête, s'est tellement identifié avec l'esprit de son journal qu'il s'est cru roi de France, et a composé le discours suivant :

Messieurs les Pairs! Députés!

Je suis bien aise de me retrouver au milieu de vous, dans cette enceinte où vous avez reçu mes sermons, dont, entre nous, vous connaissez la valeur. J'aurais préféré me passer de vous tout-à-fait, mais il me faut des douzièmes provisoires, il me faut de l'argent, j'ai donc jugé à propos de vous convoquer de bonne volonté, puisque je ne puis faire autrement. J'ouvre la session attendu que les coffres de mes sujets vont se fermer.

J'ai dit que la charte serait une vérité, je n'ai pas dit qu'elle le fut actuellement: remarquez-bien, s'il vous plaît cette distinction: *Je veux être coupé en morceaux*, si ce n'est pas là une excellente plaisanterie; je pense que vous serez de mon avis.

Vous le savez, messieurs, grâce à mes soins, la France est puissante et respectée au dehors comme elle est tranquille et heureuse au dedans: je m'applaudis tous les jours du bonheur de mes sujets.

En effet, à l'exception de la guerre civile, des assassinats et des incendies de l'Ouest, à l'exception des troubles du Midi, des menées carlistes et des voyages de la duchesse de Berry dans l'intérieur de la France, sur lesquels il est bon de fermer les yeux, à l'exception des collisions qui, de temps en temps ensanglantent les principales villes du royaume et occasionnent à mes préfets bien aimés de légers désagréments, la France est calme et heureuse comme l'assure la bonne presse. En outre le commerce reprend à merveille: l'état florissant de la bourse, les marchés de fusil, les fournitures d'armes, les exportations considérables d'or et d'argent pour les Etats-Unis et les ventes multipliées par autorité de justice témoignent assez de la prospérité du pays.

Au dehors, nous avons lieu d'être encore plus satisfaits. Je vous annonce la solution définitive de toutes les grandes questions européennes, comme je vous l'ai fait annoncer tous les quinze jours; je vous promets le désarmement général qui ne peut manquer de s'effectuer puisque je vous le promets depuis deux ans.

Nos relations extérieures sont toujours extrêmement amicales: seulement la Hollande continue à nous berner et à se moquer de nos protocoles. Il serait cruel de l'en empêcher et par humanité nous la laissons faire d'accord avec les puissances étrangères.

Quant à la Prusse, elle nous est toujours favorable, à condition que nous ferons toujours ce qui lui conviendra, et il nous conviendra de nous soumettre à toutes ses conditions: elle partage les dispositions bienveillantes pour nous de sa Majesté Néerlandaise.

L'Autriche n'a plus que 4 à 5 cent mille hommes sous les armes; mais nous saurons la désarmer par notre sagesse.



Pour la Russie, elle achève en ce moment la punition de quelques rebelles Polonais assez difficiles pour ne pas s'accommoder des douceurs du régime moscovite : mais je l'ai juré, messieurs, et je le jure encore, non la Pologne ne périra pas, seulement elle ne sera plus habitée que par les Russes. J'ai le plaisir de vous annoncer que la France peut compter sur l'amitié de Nicolas autant que la Pologne sur sa clémence. Il se propose même de venir visiter Paris; c'est une chose convenue avec les puissances étrangères.

Vous le voyez, messieurs, si j'ai tout sacrifié pour avoir la paix, je n'ai pas trop mal réussi, et je n'ai qu'à me féliciter de nos relations amicales avec toutes les grandes puissances : nous concourons tous au même but, et j'ai la consolation de rencontrer la plus grande conformité entre mes vœux et les déclarations de la diète de Francfort.

Mon gouvernement est fort, il est même très fort, je vous prie de le croire : c'est pour cela que mon système politique sera toujours le même pour changer, c'est le système du juste-milieu, excellente invention dont vous m'êtes redevables et que je continue à l'aide des grands hommes que voici :

D'abord, M. Soult, cet illustre guerrier qui s'est ruiné à la guerre, on verra toujours son cierge au chemin de l'honneur;

M. Thiers, que j'estime beaucoup, auquel je confie les fonds de l'état, ce que j'aime infiniment mieux que de lui confier les miens;

M. Barthe, chargé d'octroyer la justice et de faire dire la messe;

M. Humann, qui s'est glissé là par contrebande;

M. d'Argout, plus curieux par le volume de son nez que par l'étendue de son esprit. Il me prépare un chemin de fer de Paris à Cherbourg, afin de me procurer un exercice qui sera très salutaire au pays;

Vous voyez encore MM. de Broglie, Gisquet, Vidocq et plusieurs autres que la pudeur m'empêche de nommer. *Je veux être pilé dans un mortier si ce ne sont pas là les gaillards les plus habiles de mon royaume.* J'espère donc que vous leur prêterez votre concours afin de raffermir le sol ébranlé de la monarchie, de combattre la chimère de la république et de fermer à jamais l'abîme des révolutions.

Au milieu des soins importants qui m'occupent, je n'ai pas oublié les beaux arts. Liste civile ! admirable invention des temps modernes, toi le plus bel attribut de la royauté qui ne serait rien sans toi, liste civile qu'on ne m'arrachera qu'avec la vie ! c'est toi qui me procure la satisfaction d'encourager les artistes ; aussi dans ma royale munificence, je leur ai beaucoup promis, je m'en souviendrai, et j'aurai soin d'eux dans mes prières.

Autour de moi, Messieurs, vous voyez l'espérance et le soutien de la quasi-légitimité, nos fils, jeunes gens charmants dont l'éducation m'a déjà coûté fort cher. Voyez l'air martial du prince Rosolin qui danse la galoppe à ravir. Pour le bonheur de mes sujets, ce jeune prince est déjà connu par ses bons mots dynastiques

et son heureuse facilité à rétamé tous les vieux calembourgs. Voyez tous ces principicules rangés autour de moi, tous prêts à combattre pour ma très haute, très puissante et très excellente liste civile, et vous ne douterez pas que ma postérité ne me fasse autant d'honneur que ma généalogie.

Messeigneurs les pairs, députés !

Je termine, en vous disant : Je veux le bien de la France ! vous m'aidez à l'obtenir !

Lyon.

Un grand nombre de commissaires des banquets *Odilon-Barrot* et *Garnier-Pagès* se sont tous réunis avant-hier chez M. *Lucotte*, pour fêter notre député M. *Couderc*, auquel ils voulaient, avant l'ouverture de la prochaine session, exprimer leurs espérances et leurs vœux. M. *Lortet* avait été nommé président de ce banquet, auquel il n'a pu assister par suite d'une indisposition qui l'a retenu à la campagne. M. *Granier*, notre gérant, qui avait obtenu la vice-présidence, a été appelé à présider cette réunion patriotique. M. *Jules Seguin* a été nommé vice-président. Au dessert, les toasts suivants ont été portés :

PAR M. JOURSAIN.

A l'égalité !

Appliqué dans toute sa rigueur, ce principe peut seul assurer le bonheur du peuple !... il y a long temps que les prolétaires l'ont senti et il y a long-temps aussi qu'ils gémissent de l'ilotisme dans lequel on veut encore les maintenir. Ce n'est, il ne faut pas qu'on s'y trompe, qu'à changer quelque chose à cet humiliant état, qu'ont tendu les efforts qu'ils firent à Lyon, il y a bientôt une année ! Une misère profonde que la possession d'aucun droit politique ne venait compenser, les a mis dans la nécessité de réclamer au moins le premier des droits du peuple....., celui d'avoir du pain sans honte et sans entraves ! des aristocrates des centres, faisant métier de calomnier les ouvriers qu'ils ne connaissent pas, ont seuls pu dire que le jésuitisme et la soif du pillage avaient amené cette insurrection !... Oui, le peuple a soif, mais c'est des droits politiques qui lui manquent, et il sait qu'avec eux il aura bientôt les avantages matériels auxquels il aspire, et qu'il ne tentera jamais d'obtenir par la violence. Ces droits qui lui ont été tant de fois promis, il est las de les attendre !... Encore quelque temps, et, recouvrant sa souveraineté nationale, il saura les conquérir ; car son cri général, qui est aussi le mien, est :

A l'égalité !.....

A son établissement large et immédiat parmi nous !.....

M. ROUVIÈRE.

A l'Unité ! à l'Égalité !

Les hommes ne sont que ce que le gouvernement les fait : cette vérité fut de tous les temps.

Le despotisme atténué et corrompt l'opinion publique ; il proscrire toutes les vertus, et pour assurer son empire, il se fait précéder de la terreur, s'enveloppe du fanatisme, se coiffe de l'ignorance ; c'est dans l'ombre qu'il médite ses forfaits et rive les fers de ses victimes, et repaît ses yeux des cadavres immolés à sa fureur : sous lui les hommes sont avilis et sans morale, et ne conservent pas même la forme altière que leur a donné la nature. Ils n'écoutent plus la voix de la patrie : ils sont lâches et perfides comme leur gouvernement.

Voici, citoyens, un tableau plus digne de nous, en un mot celui du gouvernement démocratique.

La démocratie n'a pour conseil que la nature à laquelle sans cesse elle ramène les hommes. Son étude est de les rendre bons, de leur faire aimer la justice et l'équité; c'est elle qui leur inspire un noble intérêt, qui leur fait entreprendre les plus grandes choses, en élevant leurs amcs.

Ils n'ont de pensées que pour la patrie, ils meurent pour elle, mais ils acquièrent l'immortalité; enfin, quand l'égalité plane sur la terre, elle ne fait d'une immense population qu'une seule famille.

Ainsi donc, citoyens! à l'unité! à l'égalité!

M. SEGUIN.

A la légalité de l'ordre légal!

Pendant long-temps le peuple ont été gouvernés avec l'aide de fictions religieuses et politiques; la puissance temporelle de l'église est anéantie aujourd'hui et le prestige des illusions gouvernementales s'évanouira bientôt en face des vérités politiques qui se font jour de toutes parts.

Si la nécessité de l'existence des nations est d'accord avec l'équité pour soumettre le petit nombre aux décisions de la majorité dans toutes les questions sociales, n'est-il pas absurde, au contraire, d'admettre un vingtième à peine des citoyens au droit d'être représentés lors de la discussion de nos lois? est-il juste que l'influence de l'action gouvernementale sur la répartition des produits sociaux entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui les mettent en valeur, soit exercée uniquement par les propriétaires; la propriété ne s'est-elle pas constituée juge et partie par ce fait?

Dix fois, depuis quarante années, nous avons vu modifier violemment la fiction de l'ordre légal déclaré immuable à chaque nouvelle usurpation du pouvoir exécutif; cette contradiction des faits avec la théorie de l'immobilité des chartes se manifestera jusqu'au moment où la souveraineté nationale sera libre de manifester sa volonté par une représentation générale, alors nous reconnaitrons la légalité de l'ordre légal, jusque-là nous vivrons sous un pouvoir de fait dont tout homme de sens et de cœur doit contester la légalité.

M. BERTHOLON.

Citoyens,

C'est en effrayant la nation avec des mots qu'on est parvenu à égarer, au profit de quelques privilégiés, la révolution de juillet. C'est en évoquant le fantôme suranné de 93 qu'on a pu nier impunément le programme de l'Hôtel-de-Ville, imposé comme condition à la royauté par le peuple victorieux. Il est temps, pour dessiller tous les yeux, d'oser enfin publiquement avouer les mots qui servent d'épouvantail et de nous expliquer avec franchise sur leur signification, il est temps de le publier hautement. La France réclame des institutions dont la justice et la nécessité sont généralement reconnues, elle souffre étouffée qu'elle est dans le régime étroit de la constitution, elle a le sentiment de ses besoins et de sa force et s'avance en dépit de l'oppression aristocratique vers un meilleur état de chose. Les hommes se lassent de voir leurs intérêts confiés à des mains intéressées à les tromper et de ne compter pour rien dans ces chartes qui leur imposent tant de charges. Il est impossible que nous n'arrivions un jour ou tard à un ordre social plus juste et mieux combiné, alors le gouvernement sera l'expression véritable de la volonté de tous, l'exécution de l'homme par l'homme sera abolie, l'oisiveté sera flétrie

l'égoïsme sera puni, la nation, plus éclairée, n'accordera plus son estime et sa confiance qu'aux hommes de talents et de probité; eh bien! voilà ce que nous appelons une république, voilà le régime que nous voudrions faire triompher pour le bonheur de notre pays, et qui s'établirait sans secousses et sans effusions de sang si tout ce qui sent battre un cœur généreux et honnête répondait à notre appel. Je le demande, quel est le citoyen qui oserait, s'il n'est déshonoré, répudier de pareils principes et qui, joignant ses vœux aux nôtres, ne s'écrierait pas aujourd'hui avec nous dans un saint enthousiasme?

Au triomphe des doctrines démocratiques.

M. GRANIER.

A M. Couderc! Au député consciencieux!

Citoyens,

En nous réunissant pour fêter M. Couderc, notre intention n'a pas été seulement de témoigner à ce député notre reconnaissance pour les services qu'il a rendus à la cause de la liberté, pendant le cours de sa vie parlementaire. Une pensée plus grande, pensée qui renferme tout un avenir, a présidé à cette réunion patriotique.

Lorsque du haut des marches du trône la doctrine vient de jeter le gant à la France, lorsqu'elle pousse le houra de guerre contre le principe de la souveraineté nationale, lorsqu'un gouvernement corrompue et corrompu pousse la France dans un abîme, il nous appartenait à nous, jeunes hommes du peuple, d'exprimer au représentant du peuple et nos espérances et nos vœux.

Ces espérances et ces vœux, il les a entendus; il est de mon devoir de les résumer en les formulant.

La branche aînée des Bourbons a pris soin de ruiner le principe monarchique; la tâche était facile. Les vieux débris du trône légitime ont été ensevelis sous les pavés de juillet. Le peuple alors, toujours confiant et toujours trompé, le peuple accepta un roi qui lui était présenté par Lafayette comme la meilleure des républiques. Mais depuis deux ans la branche cadette ne semble-t-elle pas s'être attachée à nous démontrer l'impossibilité d'un gouvernement fondé sur l'alliance monstrueuse du principe monarchique et du principe républicain.

Maintenant trônes, ministres et systèmes, ne sont plus pour nous patriotes que des nécessités transitoires. La France est appelée à substituer aux fictions constitutionnelles le seul gouvernement qui puisse désormais convenir à un peuple libre, et ce gouvernement c'est le gouvernement démocratique.

Espérons donc que, pénétré de cette vérité, le député que nous fêtons aujourd'hui se placera à la chambre dans les rangs de cette opposition qui va combattre pour le triomphe des doctrines démocratiques. Espérons que ses efforts, unis à ceux des députés républicains, doteront bientôt la France avilie par le système du 13 mars, d'une ère nouvelle de bonheur et de liberté.

M. Couderc, dans une allocution, que nous regrettons de ne pouvoir reproduire, a promis aux patriotes qui l'entouraient d'appuyer de toutes ses forces les lois qui tendraient à procurer au peuple la

plus grande somme de liberté et de bien être. Il continuera à voter avec ses amis *Lafayette* et *Dupont de l'Eure*.

Avant de se séparer les convives ont versé entre les mains de M. *Simon* la somme de quatre-vingt-dix francs, montant d'une collecte faite entr'eux, et dont le produit est destiné aux infortunés polonais, exilés à l'île d'Aix.

Un grand fait ressort de la nature de ce banquet et des toasts qui y ont été portés; c'est qu'aujourd'hui nous touchons à la fusion complète des deux nuances du libéralisme lyonnais, qui, bien qu'elles tendissent au même but, prenaient des routes contraires pour y arriver. Ainsi, quand les rédacteurs de la *Glaneuse* se mirent à la tête des ouvriers et combattirent avec eux au mois de novembre, un cri de réprobation s'éleva contre eux, qui, pour gage de leur avenir, avaient donné leur sang : cela devait être. Les positions n'avaient pu se dessiner encore bien nettement. Le gouvernement affectait encore quelque respect pour la légalité, aujourd'hui, nous n'en sommes plus là. Les événements ont marché, ils ont jeté le grand jour dans la pensée de ceux qui n'avaient pas voulu voir. Depuis les mitrailleurs du six juin, il n'y a plus en France que deux partis; celui qui veut que tout progresse et celui qui veut que tout recule, le mouvement et le juste-milieu. Les commissaires du banquet *Odilon-Barrot*, en se réunissant à ceux du banquet *Garnier-Pagès* pour fêter M. *Couderc*, ont signé un traité de paix et d'avenir entre eux. Ils se sont donnés la main pour marcher ensemble, et en appelant notre gérant à la présidence de cette solennité, ils ont dit qu'eux aussi avaient compris le caractère des événements de novembre, et la mission de ces hommes dévoués qui n'hésitent pas à exposer leur vie pour assurer celle du peuple.

Que les hommes du pouvoir prennent ou non à rebours la leçon du banquet *Couderc* : les hommes de bon sens n'en tireront qu'une conséquence, c'est que s'il y avait un nouveau conflit entre le peuple et le pouvoir, bien des hommes seraient à la tête du peuple, qui, au mois de novembre, ne s'y fussent pas placés.

Où il s'agit de plusieurs choses, entre autres de cors aux pieds, d'onguent vert et de Soldats du Pape.

Je ne connais rien d'infailible comme un paquet de baume infailible contre les cors aux pieds, si ce n'est le pape ou bien un second paquet du même baume infailible. Si j'avais été guéri de mes cors aux pieds par le susdit baume, je vous donne ma parole d'honneur, qu'après la révolution de juillet, j'aurais chargé le pape infailible de nous confectionner un roi-citoyen avec la charte-vérité, et autres accessoires appropriés à la circonstance.

J'ignore jusqu'où peut remonter l'invention du baume infailible contre les cors aux pieds. Mais ce que je me rappelle fort bien, c'est que l'invention du pape infailible remonte à Jésus-Christ, qui dit à cette occasion à

Saint-Pierre : *Pierre, tu es une pierre, et c'est sur cette pierre que je bâtirai mon église*, ce qui, au mérite de l'invention, joint un délicieux calembourg comme M. *Sauzet* ou moi en pourrions faire.

On a demandé quelquefois à quoi servait le conservateur des médailles de la bibliothèque, lorsque les médailles ont été volées. Je demanderai à mon tour à quoi sert le Pape maintenant qu'il n'y a plus de fidèles. On a repêché les médailles, savoir si le pape repêchera des fidèles pour le quart d'heure. Les bulles du Pape n'ont pas plus de lecteurs que les feuilles du *Courrier de Lyon* ou de la *Constitution* de 1830 qui sont envoyées gratis à des lecteurs qui ne les lisent pas. Le Pape serait forcé de se retirer sur la montagne, comme le père *Enfantin* qui est forcé de faire des économies. C'est l'abomination de la désolation. Les religions font banqueroute. En attendant, faute de mieux, notre *Saint-Père* a remplacé la thiare par le casque, et prêche une croisade contre les révolutionnaires et passe des revues. Comme successeur de Jésus-Christ, il sait fort bien que son royaume n'est pas de ce monde; et qu'il se sent prêt d'aller prendre possession de son royaume de l'autre monde. Il y envoie provisoirement ses sujets. Nos soldats, qui sont à Ancône, lui ont été d'un grand secours. Ils ont remis entre les mains paternelles de notre *Saint-Père* tous les révolutionnaires et rebelles. Le Pape vient les passer en revue et leur donne des bénédictions et absolutions. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié. Voilà des soldats bien heureux ! Ils ont échangé contre le titre de soldat français celui de soldat du pape.



GLANE.

— Entrerons-nous en Belgique? n'y entrerons-nous pas? — Il n'y a pas là de juste-milieu. — Je vous demande pardon. — Et lequel? — c'est de faire semblant d'entrer.

— M. *Lobeau* trouve que le ministère fonctionne mal.

— On prétend qu'à l'avenir M. *Thiers* commencera toujours ses discours par ce mot : OR.

— La première loi présentée à la chambre aura, dit-on, pour objet d'interdire la culture du chanvre. Est-ce que par hasard ils craindraient la corde?

— M. *Thiers* ne voudra pas que nous entrions en Belgique. Ce n'est pas étonnant, *Thiers* doit être l'homme des demi-mesures.

— M. *Thiers* ne sera jamais partisan du compte-rendu.

— Le juste-milieu veut nous servir un dessert dans lequel figurent la Belgique en compote entre la poire et le fromage.

— La branche aînée s'était coiffée du bonnet législatif; la cadette s'affuble du bonnet militaire; attendons le bonnet phrygien.

— Depuis l'état de siège, le ministère est sur la selette.

— M. *Thiers* cherche en vain à se populariser. Il ne peut le faire.

— Nous engageons les aspirans à la pairie à vouloir bien se faire inscrire au plus tôt au bureau du *Courrier de Lyon*. Il ne tardera pas à y avoir une nouvelle fournée.

— M. *Thiers* disait dernièrement : J'emploierai les fonds secrets d'une manière si secrète, qu'il n'y aura que moi qui sache ce qu'ils seront devenus.

J. A. GRANIER, Gérant.